

La bonne foi du contrat

La bonne foi est une disposition fondamentale du droit civil. Le projet de Code civil de l'An VII contenait déjà un article selon lequel « *les conventions doivent être contractées et exécutées de bonne foi* ». Cet article est d'une certaine façon l'ancêtre de l'article 1134 al. 3 du Code civil actuel.

Soutenue par la doctrine de Domat un des inspirateurs du Code civil de 1804, la bonne foi était considérée lors de l'élaboration du Code civil comme une des dispositions fondamentales du droit civil. Portalis écrira « *il faut de la bonne foi, de la réciprocité et de l'égalité dans les contrats* ».

La bonne foi est donc depuis 1804 prévue par l'article 1134 al. 3 du Code civil qui dispose que les conventions « *doivent être exécutées de bonne foi* ». Malgré cette formulation, la jurisprudence n'emploiera ni la notion de bonne foi ni même l'article 1134 al. 3. Il faut attendre 1985 pour voir la Cour de cassation accueillir pour la première fois un pouvoir fondé sur l'alinéa 3 de l'article 1134.

Actuellement, l'exigence de bonne foi énoncée en l'article 1134 al. 3 du Code civil fait apparaître un devoir de loyauté pesant sur chacun des contractants. Ce devoir permet de sanctionner la mauvaise foi, la mauvaise volonté de ceux-ci dans l'exécution des contrats et au-delà.

En droit chinois, le principe bonne foi est comme un principe substantiel dans le droit civil chinois et le droit du contrat chinois, L'article 4 du droit civil chinois dispose que *dans les activités à caractère civil, il y a lieu de respecter de la compensation à valeur égal, de l'équité et de la loyauté*. L'article 6 du droit contrat chinois précise que *les contractants doit respecter le principe bonne foi*.

En droit commun, la bonne foi doit être présumée. La loyauté contractuelle impose aux contractants certains devoirs à tous les stades du contrat.

I. Au niveau précontractuel

Lors de la négociation, chacune des parties se doit de se comporter loyalement. En effet, une partie ne doit pas tromper l'autre, elle doit adopter une attitude cohérente avec elle-même afin que l'autre puisse adopter une attitude.

La jurisprudence française Cass. com., 22 février 1994 exige de la part du négociateur qu'il renonce à son intérêt lorsque l'autre partie n'est pas en mesure de faire face aux engagements qu'elle va souscrire .

D'autre jurisprudence. (CA Paris, 26 juin 1991)La renonciation à son intérêt propre lors des négociations s'applique également lorsque le projet en cause est dangereux pour les salariés, les consommateurs ou l'environnement. Il en va de même du projet qui, au contraire, n'est pas sérieux.

Par ailleurs, (1^{ère} Civ., 14 juin 2000)quand l'un des intéressés fait naître chez son partenaire une confiance qu'il trompe par la suite, sa responsabilité peut être engagée et ce d'autant que les pourparlers seront plus avancés ou que celui décidant de la rupture des négociations est un professionnel.

Dans la pratique, (Cass. com. 20 mars 1972) la faute consistera essentiellement de rompre des pourparlers « sans raison légitime, brutalement et unilatéralement des pourparlers avancés » ou bien encore à prendre l'initiative de la négociation sans intention réelle de négocier, ce procédé étant généralement utilisé dans le but de dissuader la personne de négocier avec autrui ou d'obtenir la révélation de secrets de fabrication d'un produit.

En droit chinois, pour cette obligation, les législateurs chinois prévu dans le droit contrat chinois deux dispositions spécifiques. Ainsi, l'article 42 précise que *les parties ont négocié le contrat, en cas de suivante , ils engager sa responsabilité pour manquement à son obligation de bonne foi, : (1) Sous le couvert d'un contrat, malveillant consultations (2) donner de fausses informations (3)d'autre cas de violation du principe de bonne foi.*

L'article 43 indique que *la confidentialité est protégée lors de la négociation contractuelle.*

II. Au cours de l'exécution

Chaque contractant doit exécuter fidèlement ses engagements, et lorsqu'un rapport de confiance est né entre les contractants, chacun doit en assumer les conséquences. Les contractants ne doivent pas adopter une attitude rendant plus difficile l'exécution de l'obligation par l'autre partie.

Un employeur engage alors sa responsabilité lorsqu'il affecte au salarié une clause de mobilité dans un secteur géographique très éloigné et ce dans l'unique

intention de nuire au salarié et non pour parer besoins de l'entreprise.

Un chauffeur de taxi aurait également une attitude de mauvaise foi quand il choisit d'emprunter de façon systématique et délibérée le trajet le plus long afin d'augmenter le prix de la course.

Néanmoins, la jurisprudence reste modérée et sanctionne uniquement les abus les plus importants, (Civ. 1ère, 23 janvier 1996 cassant une décision d'appel ayant condamné le créancier d'une facture d'eau impayée pour n'avoir pas facturé avec ponctualité les sommes dues et rappelant que le débiteur, tenu à une obligation de bonne foi devait lui-même vérifier la facturation des fournitures.)

Enfin, sur le fondement de la bonne foi, il est soutenu que les parties ont le devoir de renégocier leur contrat devenu injuste et, à défaut d'entente, que les tribunaux devraient pouvoir le réviser. Dans la pratique les renégociations sont courantes, librement consenties, notamment dans le domaine des prêts immobiliers (qui sont partiellement réglementés par l'art. L. 312-4-1 C.consom.).

Par ailleurs, (Cass. civ. 3e, 20 octobre 2004,) le réservant qui modifie substantiellement le projet initial qui le lie au réservant, doit justifier cette modification par un motif sérieux et légitime. Il exécutera alors son contrat de bonne foi. En droit du contrat chinois qui n'est pas précise la bonne foi en cas de renégocier.

En d'autres termes, les cocontractants de bonne foi se doivent de faire évoluer le pacte qui les lie.

En droit chinois, l'art60 du droit contrat chinois précise que *les contractants doivent s'engager ses obligations conformer les accords. Ils doivent respecter le principe du bonne foi, selon les natures, et les objets du contrat, ils doivent engager les obligations d'accessoire, par ex, les obligations d'information et les obligations de confidentialités etc.*

III. A la rupture du contrat

Enfin, l'obligation d'exécuter le contrat de bonne foi doit être respectée lorsque l'on veut mettre fin à la relation contractuelle, notamment par la mise en œuvre d'une clause résolutoire prévue à la convention.

Cette clause doit être mise en oeuvre de bonne foi. Et selon la Cour de cassation si les clauses résolutoires s'imposent aux juges, leur application reste néanmoins subordonnée aux exigences de la bonne foi, par application de l'article 1134 du Code

civil.

Les juges du fond peuvent donc refuser de constater la résolution du contrat par un contractant lorsque ce dernier est de mauvaise foi, qu'il est animé d'une intention malveillante. C'est le cas lorsqu'un créancier a recours à la clause résolutoire pendant une période où il sait que le débiteur ne pourra y répondre de façon favorable : la Cour de cassation (Cass. 3e Civ., 16 Octobre 1973) décida par exemple que les sommations d'exécuter l'obligation prévue dans la mise en oeuvre de la clause résolutoire, devaient être sans effet lorsque le bailleur avait manqué à la bonne foi en les faisant effectuer pendant les vacances du débiteur.

Sur la clause résolutoire, le droit contrat chinois n'est pas dit, il seulement que prévoir les obligations des parties après le contrat est fini.

La question se pose lorsque le contrat n'existe plus. Faut-il continuer à respecter l'obligation d'exécution de bonne foi ?

La Cour de cassation a répondu à cette question dans un arrêt du 14 septembre 2005. En l'espèce, une promesse de vente avait été conclue sous la condition suspensive que le bien vendu soit libéré de toute occupation au jour de la vente par acte authentique. Or, cette condition ne s'étant pas réalisée dans le délai contractuellement convenu, la promesse était devenue caduque. Un peu plus de trois mois après la disparition de ce contrat, les ex-promettants avaient vendu l'immeuble à d'autres acquéreurs.

Les bénéficiaires de la promesse disparue demandèrent des dommages intérêts pour avoir manqué à leur obligation d'exécuter la promesse de bonne foi. Les juges du fond leur accordent des dommages intérêts estimant qu'ils auraient dû être contactés pour leur soumettre une nouvelle proposition. Mais cette décision sera censurée par la Cour de cassation parce qu' *«en statuant ainsi, alors que l'obligation de bonne foi suppose l'existence de liens contractuels et que ceux-ci cessent lorsque la condition suspensive auxquels ils étaient soumis a défailli, la Cour d'appel a violé* » l'article 1134 al. 3 du Code civil.

Une obligation contractuelle existe et doit être respectée uniquement quand elle repose sur un contrat lui-même existant. L'exemple le plus courant étant le service après vente où l'objet du contrat a été réalisé, que le paiement est intervenu, le dénouement survenu mais que le professionnel reste tenu par des obligations de service après vente. En droit chinois, sur ce point, c'est pas très claire, art92 du droit

contrat chinois qui seulement précise que *lorsque le contrat est fini, les parties doivent encore respecter le principe bonne foi, selon les habitudes de transactions. s'acquitter de son devoir de information ,de confidentielle .*

La bonne foi a une base textuelle insuffisante, sa définition est incertaine, la jurisprudence dispersée, la doctrine divisée.

Note : La nouvelle loi chinoise sur les contrats adoptés le 15 mars 1999 est entrée en vigueur le 1er octobre de la même année. Elle s'inspire en partie des principes posés par l'institut UNIDROIT (Institut international pour l'unification du droit privé). La loi chinois sur les contrat a un esprit universaliste visible dans les emprunts fait à la Convention de Vienne sur les ventes internationales de marchandises du 11 avril 1980 (que la Chine a ratifié le 11 décembre 1986). Il convient de relever également l'inspiration civiliste de cette loi, puisque l'on peut y retrouver de nombreux concepts figurant dans le Code civil français.

Bibliographie

- ANCEL, *RTD civ.* 1999.771 (force obligatoire et contenu obligatoire du contrat)
- ANSELME – MARTIN, *Petites affiches*, janv. 1997 (Devoir d'exécuter les

conventions de bonne foi)

- S. DARMAISIN, *Le contrat moral* (contribution à l'étude de la règle morale dans les obligations civiles), préf. B. Teyssié, these Paris II, éd. 2000.
 - DESGORCES, *La bonne foi dans le droit des contrats : rôle actuel et perspectives*, thèse multigr., Paris II, 1992
- ZHANG Yong Fan *droit civil chinois*. 1997.